



Marché de travaux

**AMENAGEMENT DE 10 APPARTEMENTS
THERAPEUTIQUES – BATIMENT MOREL**

EPSM Georges Daumézon

MAPA/CCAP/TRVX-2025-01

Marché à procédure adaptée

Articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

Article 1 - Dispositions générales du contrat	3
1-1- Objet du contrat	3
1-2- Décomposition du contrat	3
1-3- Ordre de service	3
1-4- Réalisation de prestations similaires	3
1-5- Notifications	3
1-6- Mesures d'ordre social - application de la réglementation du travail	3-4
1-7- Développement durable- clause sociale	4
Article 2 - Pièces contractuelles	4
Article 3 - Intervenants	4-5
3-1- Les intervenants	4-5
3-2- Représentation des parties	5
Article 4 - Protection des données à caractères personnel	5-6
Article 5 - Durée et délais d'exécution des prestations	6-7
5-1-Délai global d'exécution des prestations	7
Article 6 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages - variation des prix- règlement des comptes	7
6-1- Répartition des paiements	7
6-2- Variante et option	7
6-3- Prestation supplémentaire éventuelle	7
6-4- Caractéristique des prix pratiqués	7-8
6-5- Modalités de variation des prix	8-9
Article 7 – Clauses de financement et de sureté	9
7-1- Cautionnement	9
7-2- Retenue de garantie	9
7-3- Nantissement	9
7-4- Avance forfaitaire	9-10
Article 8 – Modalité de règlement des comptes	10
8-1- Décomptes et acomptes mensuels	10-11
8-2- Facturation	11-12
8-3- Variations dans la masse des travaux ou dans l'importance des diverse natures d'ouvrages	12-13
8-4 Paiement des cotraitants et sous-traitants	13-14
Article 9 – Conditions d'exécution des prestations	14
9-1- Caractéristique et provenance des matériaux et produits	15
9-2- Préparation et coordination des travaux	15-16
9-3- Etudes d'exécution	16
9-4- Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	16-17
9-5- Responsabilité dommages occasionnés pendant le chantier	17
9-6- Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	17
9-7- Réception des travaux	17-18
9-7- Documents fournis par l'entrepreneur après exécution	18
Article 10 – Droit de propriété industrielle et intellectuelle	18
Article 11 – Garanties des prestations	18-19
Article 12 – Pénalités	19-20
12-1- Pénalités de retard	19
12-2- Pénalités pour travail dissimulé	19
12-3- Autres pénalités spécifiques	19-20
Article 13 – Assurances	20
Article 14 – Résiliation du contrat	20-21
14-1- Conditions de résiliation	20
14-2- Redressement ou liquidations judiciaires	20-21
Article 15 – Règlement des litiges et langues	21
Article 16 – Clauses complémentaires	21-22
Article 17 – Dérogations	22

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

1-1-Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les travaux d'aménagement de 10 appartements thérapeutiques au sein du bâtiment Morel situé dans l'enceinte de l'EPSM George DAUMEZON.

Lieu d'exécution :

1 route de Chanteau

45400 Fleury-les-Aubrais

1-2- Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 14 lots :

Lots	Désignation
1	Démolition - Gros œuvre
2	Menuiseries extérieures et métallerie
3	Isolation thermique par l'extérieure
4	Plâtrerie – menuiseries intérieures
5	Peinture – revêtements de sol
6	CVC - Plomberie
7	Electricité CFO - CFA

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

1-3- Ordres de service

Tout marché ou avenant, toutes modifications ou prescriptions spéciales complémentaires au marché seront notifiés à l'entrepreneur par ordre de service daté, numéroté et signé par le Maître d'Œuvre. L'entrepreneur renverra au Maître d'Œuvre l'ordre de service signé et daté du jour de la réception. Toute réserve aux prescriptions d'un ordre de service doit être faite par écrit par l'entrepreneur au Maître d'Œuvre, dans un délai de 15 jours maximum après sa notification, sous peine de forclusion.

1-4- Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de marché, en application des articles L.2122-1 et R2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1-5- Notifications

Les notifications au titulaire des décisions ou informations du maître d'ouvrage et de son représentant seront effectuées par courrier, courriel ou par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Les notifications transmises par courriel seront effectuées à l'adresse indiquée à l'acte d'engagement.

Dans ce cas, une confirmation automatique ou manuelle de réception via l'application de messagerie, le titulaire s'engage à attester par courriel de la réception de la notification concernée. Sans réponse du titulaire dans un délai de 48 heures calendaires, la date d'envoi fait foi et constitue le point de départ des délais contractuels faisant l'objet de ladite notification.

1-6- Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.341-36 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

1-7- Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Vigilance particulière sur la gestion des déchets dans le cadre du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPDG),
- Utilisation de matériels peu consommateur,
- Utilisation de matériaux biosourcés,
- Stage d'écoconduites,
- Véhicules à faible émissions,
- etc...

ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les locaux de l'EPSM fait seul foi
- Le planning prévisionnel d'exécution des travaux et le phasage de chantier
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et les plans et ses documents annexés propre à chaque lot, dont l'exemplaire original conservé dans les locaux de l'EPSM fait seul foi
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux,
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G) applicable aux marchés publics de travaux
- L'offre technique et financière complète du candidat
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatif postérieurs à la notification du marché
- La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)

Les textes des C.C.T.G. et C.C.A.G. à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix.

ARTICLE 3 – INTERVENANTS

3-1- Les intervenants

L'Etablissement Public de Santé Mentale Georges DAUMEZON est le pouvoir adjudicateur et le maître de l'Ouvrage des travaux. Les prestations sont réalisées pour l'acheteur EPSM G. DAUMEZON, représenté par le responsable du service bâtiment / maintenance. L'acheteur agit pour le compte de l'EPSM George Daumezon (45400)

Pouvoir adjudicateur :

Etablissement Public de Santé Mentale
1 route de Chanteau
45000 Fleury-les-Aubrais

Conducteur d'opération (MOE) :

La mission de Maîtrise d'œuvre est assurée par :
LE LION INGENIERIE
20 rue du Général Leclerc
45240 LA FERTE SAINT AUBIN

Elle est représentée par M. Lionel LAFAIX
Téléphone : 06 20 57 68 42

Courriel : lionel.lafaix@le-lion-ingenierie.fr

Le Lion Ingenierie accompagne le maître d'ouvrage sur l'ensemble du projet notamment sur les phases de conception, réalisation et parfait achèvement.

Contrôleur technique :

La mission de contrôle technique est assurée par :

ALPES CONTROLE

Agence d'Orléans

2 allée du Grand Coquille

45800 SAINT JEAN DE BRAYE

Elle est représentée par Mme Caroline VAPPEREAU

Tél : 07 89 03 73 31

Courriel : cvappereau@alpes-controles.fr

Les missions de contrôle technique sont les suivantes : HAND, L, LE, SEI, VIEL

Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs :

La mission de coordination sécurité et protection de la santé est assurée par :

APAVE INFRASTRUCTURE CONSTRUCTION

Agence d'Orléans

12 chemin du pont Cotelte

45100 ORLEANS

Elle est représentée par M. Bruno QUICHAUD

Tél : 06 16 55 29 14

Courriel : construction.centre@apave.com

3-2- Représentation des parties

Conformément à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du marché. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du marché, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

ARTICLE 4 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

L'acheteur et le titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du présent marché et, le cas échéant, des contentieux liés à son exécution. A ce titre, chaque partie est responsable des traitements qu'elle met en œuvre pour son propre compte.

Les parties s'engagent, pour ce qui les concernent, à respecter la réglementation applicable aux traitements des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles notamment en veillant à ce que seules les personnes strictement habilitées y aient accès.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir le plus haut niveau de sécurité des données personnelles.

En tant que responsable de traitement, chaque partie est chargée pour les traitements qu'elle met en œuvre, de notifier à l'autorité de contrôle et le cas échéant, de communiquer aux personnes concernées, les éventuelles violations de données à caractère personnel.

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou service, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

ARTICLE 5 – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

5-1- Délai global d'exécution des prestations

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution des travaux court de l'ordre de service de démarrage des travaux jusqu'à la réception des ouvrages par le maître d'ouvrage. Il comprend la période de préparation, la période de travaux, la période de réception, les congés des entreprises et les jours d'intempéries réputées prévisibles définis ci-après.

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution qui est joint au DCE.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Calendrier détaillé d'exécution

- Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré après consultation des titulaires des différents lots.
Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.
Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent C.C.A.P.
Le calendrier d'exécution est notifié aux entreprises par simple inscription au compte rendu de réunion ou de chantier.
- Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.
- Pour chacun des marchés le délai de six mois prévus à l'article 46.2 du CCAG-Travaux est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.
- Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, la maîtrise d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.
- Le calendrier initial visé au A), éventuellement modifié comme il est indiqué au D), est remis par courriel à tous les titulaires et notifié aux entreprises par simple inscription au compte rendu de chantier

Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation de délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.3 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	20 mm	Par période de 12 heures
Neige	30 mm – empêchant toutes activités	2 heures consécutives
Gel	Température sous abri inférieure ou égale à -5°C – empêchant toutes activités	2 heures consécutives
Canicule	Température extérieure supérieure à 36°C en journée et + de 21°C la nuit	3 jours consécutifs
Vent	Vitesse supérieure à 80 km/h	2 heures consécutives

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique d'Orléans.

ARTICLE 6 – PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

6-1- Répartition des paiements

Les paiements sont répartis entre les entrepreneurs ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'Acte d'Engagement.

6-2- Variante et option

Les variantes sont autorisées. Celles-ci devront être clairement identifiées et seront soumises à l'approbation de la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre.

Les options ne sont pas autorisées par le candidat.

6-3- Prestation supplémentaire éventuelle

La présente consultation ne fait pas l'objet de Prestations Supplémentaires Eventuelles.

6-4- Caractéristique des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix comprend tous les frais annexes tels que frais de déplacement, d'hébergement, de restauration, etc...

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

Les prix portés au détail estimatif de décomposition du prix global et forfaitaire seront toujours indiqués hors T.V.A mais la T.V.A devra apparaître séparément à la fin des détails estimatifs, des décomptes de travaux et dans l'acte d'engagement.

6.4.1. Mode d'évaluation des ouvrages

Les prix portés au bordereau et au détail estimatif de décomposition des prix unitaires comprendront les fournitures nécessaires à l'exécution complète des ouvrages, les frais de main d'œuvre, d'outillage, de transport, de signalisation pour la pose, et plus généralement tous les frais généraux, impôts et bénéfices de l'entrepreneur (sauf la T.V.A.) et toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions du chantier, que ces sujétions résultent :

- de phénomènes naturels, en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués à l'article 5-1 Délai global d'exécution des prestations
- des possibilités ou non de travail d'engins mécaniques ;
- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ou de toute autre cause.

Ils couvriront également, dans le cas d'entreprises groupées, l'action de coordination des entrepreneurs conjoints réalisée par le mandataire, ainsi que l'ensemble des dépenses concernant :

- la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;

- l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installations d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure,
- les mesures propres à pallier les éventuelles défaillances des autres entrepreneurs et les conséquences de ces défaillances ;

Ils couvriront enfin, en cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle, par l'entrepreneur, de ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

6.4.2 Travaux en régie

Sans objet

6-5- Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de remise des offres, à savoir « janvier 2025 » ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
Lot 1 - Démolition - Gros œuvre	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT01 (d-3) / BT01 (o))$	Tous les prix
Lot 2 - Menuiseries extérieures et métallerie	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT43 (d-3) / BT43 (o))$	Tous les prix
Lot 3 - Isolation thermique par l'extérieure	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT53(d-3) / BT53 (o))$	Tous les prix
Lot 4 - Plâtrerie – menuiseries intérieures	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT52 (d-3) / BT52 (o))$	Tous les prix
Lot 5 - Peinture – revêtements de sol	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT10 (d-3) / BT10 (o))$	Tous les prix
Lot 6 - CVC - Plomberie	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT38 (d-3) / BT38 (o))$	Tous les prix
Lot 7 - Electricité CFO - CFA	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (d-3) / BT47 (o))$	Tous les prix

Les prix sont révisables, conformément à l'article R. 2112-11 du CCP, par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$- C_n = 100.0\% (BT(d-3) / BT(o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois « d » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lots	Libellé	Index
01	Démolition - Gros œuvre	BT 01
02	Menuiseries extérieures et métallerie	BT 43
03	Isolation thermique par l'extérieure	BT 53
04	Plâtrerie – menuiseries intérieures	BT 52
05	Peinture – revêtements de sol	BT10
06	CVC - Plomberie	BT38
07	Electricité CFO - CFA	BT47

En cas d'interruption d'un indice ou d'un index de référence, la série correspondante unique et le coefficient de raccordement publiés par l'INSEE lui sont substitués sans formalité à la date d'introduction de cette nouvelle série.

Lorsque plusieurs séries correspondantes sont proposées, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'indice ou l'index applicable dès lors que, en raison de l'objet même du contrat, cet indice ou cet index s'impose à l'évidence et dans la mesure où son libellé (notamment son numéro de référence) n'est pas substantiellement modifié. Dans les autres cas, le choix de l'indice ou de l'index applicable fait l'objet d'une modification du contrat.

Les prix ne sont pas actualisables.

7 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

7.1. Cautionnement

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement.

7.2. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de cinq pour cent (5%) sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements, selon l'article R2191-33 du Code de la Commande Publique.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie.

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au 1er acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire a la possibilité, pendant la durée du marché, de substituer une garantie à première demande. Toutefois, cette garantie est constituée pour la totalité du marché y compris les avenants. Les montants prélevés pour la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

7.3. Nantissement

Si l'Entrepreneur en fait la demande, il est admis au bénéfice du régime prévu par les articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique. Sont désignés :

- comme fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés aux articles R2191-46 à R2191-47 du code de la commande publique : Monsieur le Receveur de l'EPSM,
- comme comptable chargé du paiement : Monsieur le Receveur de l'EPSM.

7.4. Avance forfaitaire

7.4.1. Généralités

Une avance forfaitaire sera versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur à cinquante-mille euros (50 000 €) HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 30,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

L'entrepreneur précise dans l'acte d'engagement s'il souhaite bénéficier ou non de l'avance forfaitaire.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance est prévue pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
--------	-------------

01	Démolition - Gros œuvre
02	Menuiseries extérieures et métallerie
03	Isolation thermique par l'extérieure
04	Plâtrerie – menuiseries intérieures
05	Peinture – revêtements de sol
06	CVC - Plomberie
07	Electricité CFO - CFA

7.4.2. Modalités de paiement

Pour obtenir le versement de l'avance, le titulaire, mandataire, cotraitant ou sous-traitant doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande. Si cette garantie est constituée après la date génératrice du mandatement de l'avance, le délai d'un mois est compté à partir de la date de dépôt de la garantie.

Le versement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans un délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché.

7.4.3. Conditions de versement et de remboursement

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 50,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.4.4. Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

8 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

8-1- Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, l'entrepreneur remet à la Maîtrise d'œuvre un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci. Ce décompte indiquera les fournitures approvisionnées et les travaux réalisés au dernier jour du mois précédent, sans actualisation ni révision de prix, et hors T.V.A.

Le projet de décompte accepté et rectifié par la Maîtrise d'œuvre devient le décompte mensuel.

Son règlement devra intervenir dans les 50 jours, à dater de l'acceptation par l'EPSM, en application de l'article 1 – alinéa 2 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de paiement prévu au 1er alinéa de l'article 37 de la loi du 28 janvier 2013 est fixé à 50 (cinquante) jours pour les établissements publics de santé à réception de la facture et sous réserve de la réception définitive (service fait) des prestations.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires et d'une indemnité pour recouvrement des frais. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

8.1.1 Acomptes mensuels (article 12.2 du C.C.A.G.)

L'entrepreneur pourra bénéficier, sur sa demande, d'acomptes mensuels sur approvisionnements et travaux.

A partir du décompte mensuel, l'assistant à maîtrise d'ouvrage détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire. La Maîtrise d'œuvre dresse à cet effet un état d'acompte mensuel tel qu'il est défini à l'article 12.2.1 du C.C.A.G. Cet état d'acompte est notifié à l'entrepreneur tel que défini à l'article 12.2.2 du C.C.A.G.

Cet état comprend les travaux exécutés depuis le début du marché jusqu'à la date de situation, évalués en prix initiaux ainsi que le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision, si la révision est retenue dans le marché, dès le premier acompte.

8.1.2 Approvisionnements (article 10.4 du C.C.A.G.)

Dans le cas du paiement d'acompte, les fournitures approvisionnées à pied d'œuvre seront réputées représenter 70 % des prix comportant "fourniture et mise en œuvre".

D'autre part, par dérogation à l'article 10.4 du C.C.A.G., les matériaux, produits ou composants de constructions ayant fait l'objet d'un acompte pour approvisionnements deviennent la propriété du Maître d'Ouvrage. Toutefois, la responsabilité du gardiennage incombera à l'entrepreneur.

8.1.3 Décompte final (article 12.3 du C.C.A.G.)

Le projet de décompte final est remis à la Maîtrise d'œuvre dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 du C.C.A.G.

Par dérogation à l'article 12.3.1 du CCAG Travaux, si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index ne sont pas connues, la Maîtrise d'œuvre mentionne la dernière valeur connue et notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes dues après révision définitive des prix.

8.1.4 Décompte Général (article 12.4 du C.C.A.G.)

Le décompte général, signé par la personne responsable du marché, doit être notifié à l'entrepreneur à la plus tardive des deux dates ci-après :

- trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du projet de décompte final (demande de paiement finale) transmis par le titulaire ;
- trente jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte final (demande de paiement finale) transmis par le titulaire.

Le mandatement du solde doit intervenir dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification du décompte général.

L'entrepreneur doit, dans un délai de trente (30) jours comptés à partir de la notification du décompte général, le renvoyer au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserve, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par l'entrepreneur dans un mémoire qui doit être remis au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, dans le délai de trente (30) jours indiqués ci-dessus. Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'article 55 du C.C.A.G.

Dans le cas où l'entrepreneur n'a pas renvoyé au maître d'ouvrage, avec copie à la Maîtrise d'œuvre, le décompte général signé, dans le délai de trente (30) jours, ou encore l'ayant renvoyé dans ce délai, s'il n'a pas motivé son refus, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient le décompte général et définitif du marché.

Le défaut de mandatement dans les délais indiqués ci-dessus fait courir de plein droit, au profit de l'entrepreneur, des intérêts moratoires au taux prévu par la réglementation applicable.

8-2- Facturation

Le maître d'ouvrage accepte la transmission des factures sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Depuis le 1er janvier 2020, tous les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition. Le titulaire doit adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposée par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières. Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.choruspro.gouv.fr>. En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires. Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation. Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée sur le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat en renseignant le n° SIRET de l'EPSM : 264 500 042 00017 ainsi que le code service : TRAVAUX

Le mode de règlement est le virement administratif. Les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture dématérialisée sur le portail CHORUS PRO sous réserve de la certification du service fait.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires et d'une indemnité pour recouvrement des frais. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les prix définitifs des ouvrages ou travaux non prévus au marché, feront l'objet, soit d'un état supplémentaire des prix forfaitaires, soit d'un bordereau supplémentaire des prix unitaires (article 13 du C.C.A.G.).

Les prix unitaires pour des ouvrages ou des travaux non prévus au marché feront l'objet d'un ordre de service notifiant à l'entrepreneur des prix provisoires, unitaires ou forfaitaires, pour le règlement des travaux. Ces prix provisoires arrêtés par le Maître d'Œuvre, après consultation de l'entrepreneur, seront obligatoirement assortis d'un sous-détail de prix unitaires ou d'une décomposition des prix forfaitaires. Ces prix provisoires deviennent définitifs si, dans le délai de trente (30) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, l'entrepreneur n'a pas présenté d'observations au Maître d'Œuvre.

8-3- Variations dans la masse des travaux ou dans l'importance des diverses natures d'ouvrages (Articles 14, 15 et 16 du C.C.A.G.)

L'entrepreneur est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation de la masse des travaux pouvant résulter de sujétions techniques ou d'insuffisances des quantités prévues.

L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter les travaux correspondant à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation des ouvrages, si la masse de ces travaux excède 10 % de la masse initiale. Il doit notifier ce refus par écrit à la personne responsable du marché.

L'entrepreneur a droit à indemnisation si l'augmentation de la masse initiale des travaux est supérieure à vingt-cinq pour cent (25 %) pour un marché sur prix unitaires et à cinq pour cent (5 %) pour un marché à prix forfaitaires.

Lorsque la masse des travaux exécutés atteint la masse initiale, l'entrepreneur doit arrêter les travaux tant qu'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre et indiquant le montant limite T.T.C. jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis. A cet effet, l'entrepreneur avisera le Maître d'Œuvre, un mois au moins à l'avance, de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale. A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà de la masse initiale ne seront pas payés.

En cas de diminution dans la masse des travaux, l'entrepreneur a droit à être indemnisé si la diminution dépasse vingt pour cent (20 %) de la masse initiale pour un marché sur prix unitaire et cinq pour cent (5 %) pour un marché sur prix forfaitaires.

Conformément à l'article 16.2 du C.C.A.G., en cas de changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages, l'entrepreneur a droit à indemnité si les quantités exécutées diffèrent par nature de travaux de plus de 1/3 en plus ou de plus de 1/4 en moins des quantités portées au détail estimatif. L'indemnité sera calculée d'après la différence entre les quantités réellement exécutées et les quantités prévues augmentées de 1/3 ou diminuées de 1/4. Ces dispositions ne sont cependant pas applicables aux natures d'ouvrages pour lesquelles les montants des travaux figurant au détail estimatif du marché (ou au bordereau des prix) et au décompte final des travaux, sont l'un et l'autre inférieurs à cinq pour cent (5 %) du montant T.T.C. du marché initial augmenté éventuellement des avenants.

8-4- Paiement des cotraitants et sous-traitant

8.4.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du représentant du Pouvoir Adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Les conditions régissant l'intervention de la sous-traitance aux prestations objet du marché sont inscrites aux articles L2193-1 à L2193-7 du code de la commande publique ainsi qu'à l'article 3.6 du C.C.A.G. travaux. En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il transmet par voie électronique au Maître d'œuvre un exemplaire numérique du dossier complet. Le Maître d'œuvre émettra une fiche d'avis. Après avis positif, le titulaire transmet contre récépissé au Pouvoir Adjudicateur où lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception le dossier complet original (dossier conforme au Code de la Commande Publique).

Le dossier à fournir pour chaque sous-traitant est constitué des pièces suivantes :

1. Acte spécial de sous-traitance DC4 (formulaire à jour du Code de la Commande Publique)
2. Extrait K-Bis de moins de trois (3) mois
3. Déclaration du candidat DC2
4. Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus. Attestation de régularité fiscale de moins de six (6) mois.
5. Attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois (articles D8222-5-1° du code du travail et D.243-15 du code de sécurité sociale). Attestation de vigilance de moins de six (6) mois.
6. Attestations d'assurances valables pour l'année en cours.
7. Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L241-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances.
8. Dans le cas où l'entreprise emploie des salariés étrangers : la pièce mentionnée aux articles D8254-2 à D8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans le cas contraire, une déclaration sur l'honneur mentionnant que l'entreprise n'emploie pas de salariés étrangers et est en règle au regard des articles L5221-2, 3 et 11 du Code du travail signée par la personne ayant le pouvoir d'engager la société.
9. Relevé d'Identité Bancaire
10. Présentations des moyens

11. Présentations des références et/ou Certificats de capacités

12. Pour les sous-traitants de 2ème rang ou de rang suivant :

- Si pas de paiement direct par le MO : Caution personnelle et solidaire provenant du sous-traitant de 1er rang ou de rang N d'engagement de paiement du sous-traitant de rang suivant (2ème rang ou rang n-1).
- Si paiement direct par le MO : Délégation de paiement.

Le silence du représentant du Pouvoir Adjudicateur gardé pendant vingt et un (21) jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant. L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance, et par le sous-traitant.

Si cet entrepreneur est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés. Conformément à l'article 3.6 du C.C.A.G. travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

8.4.2. Modalités de paiement des cotraitants et des sous-traitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs du Groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux travaux, fournitures et prestations assignés à ce cotraitant.

Le titulaire joint en outre au projet de décompte, en double exemplaire, une attestation par laquelle :

- Il indique le montant en prix de base de l'acompte ou du solde qui résulte de la prise en considération du projet de décompte ;
- Il marque son accord pour que le montant de la somme à verser au sous-traitant soit calculé en appliquant à ce montant les stipulations du marché ;
- Il joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le Pouvoir Adjudicateur à chaque sous-traitant concerné.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du Groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du Groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Pouvoir Adjudicateur au sous-traitant concerné.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

9 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

9.1 - Caractéristiques et provenance des matériaux et produits

Le cahier des charges techniques particulières fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

9.2 - Préparation et coordination des travaux

9.2.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 20 jour ouvrée.

Cette période débute à compter de la notification du marché.

Les tâches à réaliser par les titulaires pendant la période de préparation sont définies dans les CCTP.

La Maîtrise d'œuvre a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 8 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 15 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

9.2.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de

l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 350,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.2.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

9.2.4. Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993

9.3 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

9.4 – Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

9.4.1 - Installations à réaliser par l'entreprise

Il sera fait application de l'article 31 du C.C.A.G. (6, 7 et 8). L'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucune gêne découlant des travaux des autres corps d'état sur le même chantier, ni des travaux effectués par les services Techniques de l'EPSM.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

9.4.2 - Protection des ouvrages, des locaux et des végétaux

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection ...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

Par dérogation à l'article 34 du CCAG travaux, l'entrepreneur supportera seul les frais éventuels occasionnés par la remise en état du domaine public. Il en sera de même pour le domaine privé.

L'entrepreneur devra assurer les protections de ses ouvrages et celles des autres corps d'état pouvant subir des dégradations du fait de leur propre ouvrage, notamment des bâchages, protections. Pour les travaux à exécuter dans les locaux existants, l'entrepreneur devra assurer, toutes les protections nécessaires contre les gravois, la

poussière et les intempéries, pour éviter toutes dégradations et détériorations. Il prendra toutes les dispositions pour empêcher l'accès des échafaudages à toute personne étrangère au chantier. L'entrepreneur ne laissera aucun matériel ni outillage sans surveillance à la portée des hospitalisés et devra les ranger dans un endroit clos après usage.

9.4.3 - Protection du chantier

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur devra particulièrement veiller à la fermeture du chantier pendant la nuit et les jours chômés. Il demeurera responsable des dégâts occasionnés à l'intérieur du chantier sauf dans le cas d'effraction dûment constatée et à l'extérieur du chantier suivant les articles 34 et 35 du C.C.A.G travaux. Les personnels des entreprises ne devront avoir aucun contact avec les patients hospitalisés.

9.4.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

L'entreprise devra respecter les dispositions mises en place dans le plan général de coordination établie par le Coordinateur SPS.

9.4.5 - Obligations de confidentialité

Dans le cadre du présent marché, toute personne intervenant sur le site de l'EPSM G. DAUMEZON est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L. 1110-4 alinéa 2 du Code de la Santé Publique. Ce secret couvre toutes les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade ...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du marché.

9.5 - Responsabilité dommages occasionnés pendant le chantier

Par dérogation à l'article 35.1 du CCAG travaux, les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur ou de tiers, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

La procédure de mise en demeure et de mise en régie est la même que celle décrite à l'article 10.1 du présent CCAP (non-respect des obligations du titulaire)

9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Conformément aux exigences des CCTP et de la réglementation locale.

9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

9.7 - Réception des travaux

9.7.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du lot précité.

9.7.2 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

9.8 - Documents fournis par l'entrepreneur après exécution (article 40 du C.C.A.G.)

Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G., l'Entrepreneur remet au Maître d'œuvre :

Au plus tard lorsqu'il demande la réception :

- Les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE) comprenant notamment les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.
- le programme de maintenance des ouvrages, le programme des automates, de la télésurveillance, et les progiciels de commande des installations.
- dans les deux mois suivant la réception, les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A4 :
 - les schémas des installations électriques,
 - les plans d'ensemble et de détails des appareillages, canalisations, robinetterie et câbles cotés en trois dimensions,
 - les plans de génie civil (coffrages-ferraillages),
 - le plan de masse et de récolement cotés en planimétrie et en altimétrie. La cotation altimétrique N.G.F. sera figurée sur les plans.

Ces documents doivent être remis sous le format numérique suivant : CLE USB

Le titulaire doit également remettre 2 exemplaires de la version papier ou physique numérique des documents.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 500 € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

Tous les documents rédigés en langue française, doivent être complets et indélébiles, établis d'une façon parfaitement lisible. Les plans et dessins doivent être cotés et dressés à une échelle suffisante pour une parfaite compréhension et doivent comporter toutes les indications permettant une identification rapide et sûre de leur objet.

10 - DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

11 - GARANTIE DES PRESTATIONS

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date fixée pour l'achèvement des travaux dans le PV de réception par le maître d'ouvrage. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

La durée de garantie de bon fonctionnement des équipements dissociables du bâtiment sera de 2 ans.

12 - PENALITES

12.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 350,00 € pendant 5 jours, puis 500,00 € au-delà.

Cependant, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché comme défini à l'article 19.2.2 du GGAC Travaux.

Le montant hors taxes de l'ensemble du marché est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié. Il est évalué à partir des prix initiaux du marché hors taxes définis à l'article 12.1.1. du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 499,00 € pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

12.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché. Si une formule de variation est prévue au marché, celle-ci ne sera pas appliquée au montant des pénalités.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 350,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
CONTRAINTES D'EXECUTION DES TRAVAUX ET SOLUTIONS PROPOSEES	Forfaitaire	100,00 €	En cas de non-conformité aux engagements pris dans le mémoire technique du lot concerné ou à l'issue d'une réunion de chantier
PROPRETE ET GESTION DES DECHETS	Forfaitaire	150,00 €	En cas de non respect aux dispositions explicitées dans le CCTP des clauses techniques communes et le CCTP propre au lot et suite aux constats de la maîtrise d'oeuvre ou du CSPS, une pénalité de 500 H.T. par infraction constatée
NON-RESPECT DE L'OBLIGATION DE PRESENTER CHAQUE SOUS-TRAITANT POUR ACCEPTATION ET AGREMENT	Forfaitaire	5 000,00 €	

REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	Forfaitaire	15 000,00 €	Repliement et remise en état au frais du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse au terme de 3 jours calendaires
REMISE DES DOCUMENTS APRES EXECUTION (DOE)	Jour calendaire	500,00 €	
SPS			
Non-respect du PPSPS	Forfaitaire	500 €	- En cas de non-respect aux dispositions énoncées dans le document de consultation Plan Général de coordination, l'entreprise en infraction encourt, suite aux constats de la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage ou du CSPS, une pénalité de 500 H.T. par infraction constatée, et 150 H.T. par jour de retard de document non fourni.
Non remise de documents	Jour calendaire	150 €	

Si une formule de variation est prévue au marché, celle-ci ne sera pas appliquée au montant des pénalités.

13 - ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Le Maître de l'ouvrage pourra souscrire une police de type « dommage-ouvrage ». Le paiement de la prime ne donnera lieu à aucune retenue à l'Entrepreneur. En cas de sinistre en cours de chantier, ce dernier ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux des assureurs ou des personnes mandatées par eux. Il ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police « dommage-ouvrage » constatent l'état d'exécution des travaux de réparations des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

14 - RESILIATION DU CONTRAT

14.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG TRAVAUX. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 Orléans

Téléphone : 02 38 77 59 00 - Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Télécopie : 02 38 53 85 16 - Site internet : orleans.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - CLAUSES COMPLEMENTAIRES

- Conformité et lutte contre la corruption :

Le titulaire s'engage à ce que lui-même, ses dirigeants, ses salariés ou sous-traitants, respectent l'ensemble des lois, réglementations applicables et afférentes à la lutte contre la corruption, pendant toute la durée du présent marché. Le titulaire garantit que ni lui, ni aucune personne sous sa responsabilité n'accorde à un agent public de l'EPSM ou une partie prenante de l'EPSM de rémunération ou avantage indu pouvant être qualifié d'un acte ou tentative de corruption (cadeau supérieur à 73 euros TTC, invitations...). Le titulaire a l'obligation de déclarer toute situation de conflits d'intérêt dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Tout manquement de la part du titulaire aux stipulations du présent article sera considéré comme une faute grave autorisant ainsi l'EPSM de résilier le contrat sans préavis ni indemnité.

- Audit sur site de conformité de l'exécution des prestations :

L'EPSM se réserve la possibilité de réaliser des audits de la conformité des prestations du présent marché. Dans cette optique, l'EPSM peut faire appel à un organisme agréé, spécialisé, indépendant et impartial ; le titulaire accepte le contrôle et s'engage à leur permettre de réaliser dans les meilleures conditions cette prestation.

Un rapport d'audit sera réalisé, au titulaire du marché ainsi qu'au pouvoir adjudicateur. L'EPSM pourra, prononcer la résiliation du contrat sans préavis ni indemnité en cas de manquement du titulaire à ses obligations légales et réglementaires.

- Obligations et engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises en fonction de l'objet du marché
- Condition de travail / Clauses complémentaire Lutte contre les discriminations :

Le titulaire s'engage à promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes à travers le respect de plusieurs dispositions dans le code du travail : article L1131-1, interdit toute discrimination en matière d'embauche, interdit toutes différenciations en matière de rémunération.

Le titulaire s'engage également à lutter contre toutes discriminations envers les travailleurs handicapés conformément aux dispositions de l'article L5212-1 à L5212-4.

- Développement durable / dimension environnementale :

Le titulaire s'engage à respecter toutes les réglementations en vigueur de son domaine d'activité. En cas de manquement, le titulaire encourt, d'une part, les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés, et, d'autre part, il s'expose à la résiliation pour faute du présent marché.

17 - DEROGATIONS

- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 et 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2, 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 14.2 du CCAP déroge à l'article 20.1.4 du CCAG-Travaux.
- L'article 14.3 du CCAP déroge à l'article 20.1.4 du CCAG-Travaux.
- L'article 10.8 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG-Travaux